



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° : 2025-06-36**

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 32

Membres en exercice : 32

**L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN**

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

**VOTE :**

Pour : 32

Contre : 0

Abstentions : 0

**Présents** : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjointes au Maire  
Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

**Absents et représentés** : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir Nathalie RIBEMONT)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

**Objet :**

**ADHESION A L'UNEDIC**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

### **NOTE DE SYNTHÈSE :**

La Ville du Raincy est en auto-assurance chômage. Cela signifie qu'elle indemnise elle-même les allocataires à la suite d'une fin de contrat et qu'elle ne paie pas de cotisation ASSEDIC.

Il est possible, après avoir conventionné avec l'UNEDIC, de faire gérer cette indemnisation par France Travail qui versera dans un deuxième temps les allocations de retour à l'emploi aux anciens agents.

Il est rappelé que le droit commun en matière de gestion de l'assurance chômage dans les collectivités est l'auto-assurance. En outre, les agents du secteur public ont droit aux allocations chômage dans les mêmes conditions que les salariés du secteur privé lorsqu'ils sont en situation de perte involontaire d'emploi.

Sont, notamment, considérées comme des pertes involontaires d'emploi ouvrant droit à indemnisation chômage les situations suivantes :

- Non-titularisation d'un stagiaire,
- Fin de contrat à durée déterminée,
- Révocation pour certains motifs disciplinaires,

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20250707-2025-06-36-DE  
Date de télétransmission : 07/07/2025  
Date de réception préfecture : 07/07/2025

- Démission pour un motif légitime,
- Licenciement pour inaptitude physique,
- Maintien en disponibilité faute d'emploi vacant, etc.

Sous le régime de l'auto-assurance, les collectivités supportent sur leur propre budget cette indemnisation. Dans ce cas, elles ne sont pas assujetties à une contribution au régime d'assurance chômage.

Pour leurs agents contractuels de droit public et de droit privé, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ont la possibilité d'adhérer au régime d'assurance chômage de l'UNEDIC. Les grands principes de l'adhésion sont les suivants :

- L'adhésion est facultative et révocable. Elle prend la forme d'un contrat d'adhésion conclu pour une durée de 6 ans renouvelable, pour la même durée, par tacite reconduction.
- Elle vaut pour l'ensemble des agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité quel que soit leur nombre.
- L'adhésion prend effet au premier jour du mois civil suivant la date de signature du contrat d'adhésion.
- Une période dite de 6 mois de cotisation est nécessaire à la prise en charge d'un agent contractuel au chômage : si pendant cette période, un agent contractuel remplit les conditions pour bénéficier de l'allocation d'aide au retour à l'emploi, la charge de l'indemnisation incombera à la collectivité bien que celle-ci ait adhéré à France travail.
- Les conditions d'indemnisation des ex-collaborateurs restent identiques.

Les effets de l'adhésion sont les suivants :

- La Ville du Raincy s'acquittera d'une cotisation patronale supplémentaire mais ne versera plus d'Allocations pour Retour à l'Emploi. Cette cotisation est identique à celle appliquée au secteur privé, soit 4% (contre 4.05% avant le 1er mai 2025). Elle ne comporte pas de part salariale.
- Cette cotisation ne concerne que les agents contractuels.
- Les agents contractuels involontairement privés d'emplois à partir du premier jour suivant la fin de la « période de stage » sont intégralement pris en charge et indemnisés par France Travail.
- Les agents qui étaient déjà indemnisés par la Commune ou qui ont été privés d'emploi pendant la « période de stage », resteront à la charge de la collectivité.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le Code du Travail,  
**VU** l'avis favorable du Comité Social Territorial du 18 juin 2025,

**CONSIDERANT** tout l'intérêt, notamment financier, d'adhérer au régime d'assurance chômage de l'UNEDIC,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :**

**ARTICLE 1 : D'ADHERER** au régime d'assurance chômage de l'UNEDIC.

**ARTICLE 2 : D'AUTORISER** le Maire à signer tout document lié à ce dossier.

**ARTICLE 3 : DE DIRE** que les crédits sont prévus au budget 2025.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
susdits (au registre suivent les signatures),  
**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**

The image shows the official circular stamp of the Mairie du Raincy, featuring the town's coat of arms and the text 'MAIRIE DU RAINCY' and 'RUE SAINT-DENI 93200 RAINCY'. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in blue ink.

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant en France ou à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.